

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Congrès du Parti Socialiste

Ancrer le Parti Socialiste à gauche

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : dimanche 16 février 2003

Description :

Un appel à l'unité de la gauche du Parti Socialiste à la veille du congrès de Dijon

Démocratie & Socialisme

Après Nantes, Argelès, la Sorbonne et Lariboisière, appel pour unifier les initiatives qui veulent ancrer le PS à gauche à l'initiative de la revue Démocratie & Socialisme, adresser les signatures à : pierre.ruscassie@wanadoo.fr et gerard.filoche@wanadoo.fr

Le débat en vue du congrès s'est ouvert dans le Parti socialiste sur le bilan de la défaite du 21 avril et sur la rénovation qui doit impérativement en résulter si nous voulons renouer avec notre base populaire, avec le salariat et mettre en échec les entreprises de démolition sociale du gouvernement Raffarin. À Nantes, du 27 au 30 août, la Gauche socialiste, dans cette perspective, s'est dotée de « thèses », proposant une analyse cohérente et combinant des éléments théoriques et politiques issus d'une longue bataille collective autour de propositions élaborées en temps utile pour faire réussir le gouvernement de la gauche plurielle et appuyées sur les développements concrets des luttes sociales. À Argelès, du 27 au 29 septembre, des militants des motions 2 et 3 se sont réunis dans un même cadre, pour, selon les termes de l'appel d'Henri Emmanuelli « lancer la dynamique d'un nouveau rassemblement à vocation majoritaire », « une démarche ouverte à toutes celles et ceux, dans le parti et hors du parti, qui en comprennent et en éprouvent la nécessité ». Ce n'était « pas l'aboutissement d'un processus, d'un simple regroupement mais au contraire le début d'un nouveau rassemblement ouvert... sans exclusive et sans autre préalable que celui des convictions partagées ». Dans le même sens, à Paris le 26 octobre, à l'appel de Julien Dray, d'Arnaud Montebourg et de Vincent Peillon, la réunion « d'avenir socialiste » propose un nouveau parti socialiste, une nouvelle République, contre la mondialisation libérale, pour revaloriser le travail, rétablir un nouvel ordre public social et redistribuer les richesses. Ça bouge et tant mieux. Un vrai congrès en mai 2003 exige un vrai débat dès maintenant, avec tous les militants. Nous étions et sommes partisans d'une démarche ouverte de rassemblement : gauche socialiste, démocratie-égalité et « nouveau monde » pour créer une dynamique qui dépasse une simple alliance entre deux anciens courants du Parti socialiste et permette de convaincre une majorité de socialistes. Nous saluons la nouvelle occasion créée, pour qu'elle soit ouverte et fondée sur des mesures sociales et institutionnelles concrètes et sur un fonctionnement collectif et démocratique.

Nous proposons que « nouveau monde » et « nouveau parti socialiste » travaillent ensemble à mobiliser les socialistes. Nous pensons qu'il est possible de rassembler des majorités d'idées :

- ▶ Pour la mondialisation des droits opposée à la globalisation libérale, inégalitaire, opposée à la financiarisation et à la marchandisation de l'ensemble des biens et activités humaines. Pour « un autre monde » respectueux de l'égalité entre les peuples et les humains, de la démocratie, de la paix, des droits des travailleurs. Pour la protection de l'écosystème planétaire, pour un développement durable.
- ▶ Pour mobiliser contre les guerres « préventives » du gouvernement nord-américain, et la guerre pétrolière voulue par Bush contre l'Irak quels que soient les prétextes inventés, les ultimatums, envoyés par la superpuissance US à l'ONU.
- ▶ Pour une Europe sociale et fédérale, dont l'élargissement soit conditionné au respect des droits sociaux et démocratiques (salaire minimum européen, droit du travail aligné par le haut,...), par opposition à un vaste marché déréglementé, libéral, commercial et bancaire.
- ▶ Pour la défense et l'extension de l'ensemble de nos services publics, santé, école publique et laïque, équipements collectifs, transports, communications, pour un grand service public de la formation professionnelle continue. Pour le refus de l'ouverture d'EDF au capital privé, le retour de France Telecom dans le domaine public, la nationalisation de l'eau.
- ▶ Pour la défense et l'extension de nos acquis sociaux par une politique de redistribution des richesses et de combat contre les inégalités. Pour une réforme de la fiscalité républicaine directe et progressive, contre les taxes indirectes et injustes socialement.
- ▶ Pour la priorité au recul du chômage de masse, pour que la réduction de la durée du travail à 35 h hebdomadaires sans perte de salaire soit étendue à tous les salariés du public et du privé, avec embauches correspondantes, et avec amélioration et respect des lois du travail face au marché.
- ▶ Pour une hausse des salaires directs et indirects, à commencer par le Smic, qui doit être réaligné au plus haut de

ses taux horaires, et permettre des progressions du pouvoir d'achat.

- ▶ Pour que la volonté politique l'emporte sur l'économie et l'être humain sur l'argent, pour que la puissance publique se dote des moyens de dire « stop » aux licenciements abusifs et boursiers.
- ▶ Pour que nos retraites par répartition à 60 ans, à taux plein, soient protégées et renforcées, pour le retour aux 37,5 annuités pour tous afin que l'égalité public-privé soit restaurée et que le montant des pensions par répartition soit maintenu pour ne pas laisser de place aux fonds de pension par capitalisation.
- ▶ Pour la démocratie sociale, le contrôle des syndicats sur la gestion des cotisations sociales, le retour à de véritables élections démocratiques aux Caisses de protection sociale. Pour une règle majoritaire dans la signature d'accords de branche ou d'entreprise, pour une redéfinition démocratique des critères de représentativité, de financement des syndicats, des droits nouveaux (droit de veto) pour les institutions représentatives du personnel.
- ▶ Pour une lutte contre les ghettos, la misère sociale et l'insécurité libérale, qui sert à désocialiser les pauvres en les faisant vivre dans la peur des violences de toutes sortes. Pour le démantèlement des zones de non-droit, pour la lutte contre les accidents du travail et de la route, contre la destruction du tissu social, associatif, pour un ordre public social et une politique de « sécurité sociale globale » qui inclue tous les éléments d'éducation, de prévention et de fermeté nécessaires.
- ▶ Pour une remise en cause des institutions antidémocratiques de la V^e République, un régime authentiquement parlementaire, une VI^e « république sociale », la réhabilitation de la politique et de la citoyenneté, contre la concentration des médias et des biens culturels, pour un système électoral plus juste avec proportionnelle, la limitation des mandats en nombre et en durée, la parité femmes-hommes réelle. Contre une décentralisation qui sert au démantèlement de la république en réduisant le domaine de la loi républicaine par la contractualisation des rapports entre les collectivités territoriales et avec l'État.

Voilà selon nous, les éléments clefs du programme de reconquête à défendre. Une majorité d'idées existe sur ces questions dans toute la gauche, il serait trop dommage de la disperser, de ne pas travailler à construire l'unité profonde de toutes ses composantes en ce sens. Depuis Nantes, fin août, depuis Argelès, fin septembre, depuis l'appel pour un « nouveau parti socialiste », fin octobre, tout devrait converger dans un processus de rassemblement avec tous ceux qui veulent redonner au PS son programme et sa base populaire :

- ▶ un rassemblement autour d'un programme concret capable d'unifier la gauche, s'appuyant sur les mobilisations sociales et sur les thèmes essentiels rappelés ci-dessus.
- ▶ un rassemblement démocratique dont la direction, par sa composition et son fonctionnement collectif, reflète l'opinion des militants et représente réellement les aspirations des mouvements sociaux, du mouvement syndical et de la jeunesse.
- ▶ un rassemblement qui vise à unifier une nouvelle majorité du PS pour l'ancrer à gauche et non pas à diviser notre parti, qui refuse de s'enfermer dans une posture minoritaire, qui offre un cadre ouvert à d'autres initiatives, sans préalable ni exclusive, en direction des très nombreux militants qui s'interrogent dans le même sens.

Appel Unifier & ancrer le PS à gauche (UAG)

Liste complète : 416 signataires de 48 départements